



27 octobre 2011

Industrie : pour arrêter la casse il n'y a que la lutte

Le groupe **Peugeot** qui dit « souffrir de difficultés sur le marché européen » annonce qu'il va supprimer 6800 emplois dont 800 intérimaires en France d'ici à la fin de l'année, 1000 postes en production et 5000 chez les équipementiers et sous-traitants. Après avoir mis des milliers de salariés au chômage partiel, le groupe en rajoute...

Pourtant, son chiffre d'affaires total a progressé de 3,5% au dernier trimestre et atteint 13,45 milliards d'euros. Dans le même temps Peugeot investit 530 millions d'euros au Brésil et 130 millions en Slovaquie. Le but : exploiter le travail pour moins cher quel que soit l'endroit pourvu qu'il procure un profit maximum.

Mais qu'on se rassure !!! Eric Besson, ministre de l'industrie, faisant mine de s'inquiéter, a rencontré le P.D.G du groupe qui l'a assuré que « Peugeot restera en France ». Satisfait de la réponse, E. Besson a tenu à tranquilliser l'opinion publique. Ce n'est pas la première fois que lorsque Peugeot annonce ses sales coups, E. Besson accourt ... au secours du capital. Pas un mot sur les suppressions d'emplois. N'est-ce pas lui qui a déclaré que « la suppression de la taxe professionnelle a permis d'augmenter la productivité des entreprises » ? E. Besson a dû se tromper, ce n'est pas la productivité qui a augmenté, c'est la rentabilité du capital qui a explosé. (La productivité des entreprises française est la meilleure au monde).

Le groupe Peugeot n'est pas le seul dans la course effrénée aux profits. **Renault** a les mêmes objectifs, le groupe investit 1,5 milliards d'euros au Brésil pour « doubler sa part du marché automobile brésilien ». Lorsque l'on sait que l'acquisition d'une automobile au Brésil coûte très cher, il est clair que ce ne sont pas les besoins des brésiliens qui sont visés, mais les profits à réaliser.

L'automobile n'est pas le seul secteur d'industrie touché, c'est pour le même motif que Philips Industrie (téléviseurs) supprime 4500 emplois pour « économiser » 800 millions d'euros... Le P.D.G du groupe déclare « c'est regrettable, mais inévitable pour devenir une compagnie maniable et compétitive » Dans le même temps le groupe s'allie avec le fabricant chinois T.P.V.

Rio Tinto (ex Péchiney, minerais) ferme trois sites en France, Gardanne dans les Bouches du Rhône, Beydère dans les Hautes Pyrénées et Bâthie en Savoie. Au total ce sont 650 emplois qui disparaissent. Le groupe veut doubler sa marge bénéficiaire sur l'aluminium pour la porter à 40% d'ici 2015.

Areva (énergie) gèle ses investissements et prévoit 3 à 4000 suppressions d'emplois.

Séa France (transport maritime) dont la maison mère est la S.N.C.F veut en liquider 1100.

M. Réal (papeterie) ferme son entreprise, 330 salariés sont concernés.

Findus (alimentation) veut démanteler le groupe.

Tous ces exemples ne sont qu'un aperçu d'entreprises touchées par les cessions, liquidations, suppressions d'emplois. On peut y rajouter **le groupe Montupet** (fonderies) qui fait l'actualité par la lutte exemplaire des salariés qui refusent une baisse de 25% des salaires depuis 8 semaines.

C'est ainsi que les patrons de grands groupes industriels « réfléchissent » pour « redresser l'industrie française » :

Malgré des profits considérables, ils veulent aller plus loin dans l'exploitation du travail. Les fusions, délocalisations, liquidations ne sont pas suffisantes, ils veulent s'attaquer avec plus de force à ce qu'ils appellent le « coût du travail ». Plus ce « coût » sera réduit, plus il y aura de profits.

Pierre Gattaz, fils d'Yvon Gattaz ex patron du C.N.P.F (aujourd'hui M.E.D.E.F), est vice-président du Groupe des Fédérations Industrielles (G.F.I) qui regroupe 150 000 entreprises employant 7 millions de salariés (80% de l'industrie française). Il est également président de Radiall (télécom), entreprise basée en chine où il exploite 1600 salariés. Pierre Gattaz fait des propositions pressantes à l'Etat.

Celle de créer « un choc de compétitivité », et pour cela de « revoir le financement de la protection sociale (famille et maladie) afin qu'elle ne soit plus payée par les entreprises »- Celle de « Permettre d'abaisser le coût du travail qui handicape les entreprises françaises » - Celle «d' agir sur deux leviers : la T.V.A et la C.S.G ». Il souhaite également, un allègement d'impôts pour les société qui investissent une partie de leurs bénéfices en fonds propres et des avantages fiscaux pour encourager les entreprises qui investissent dans la recherche ».

Pour couronner le tout, il propose «d'alléger le poids des règlementations et diverses législations » comme le (Code du travail et les Conventions Collectives). Enfin, il recommande que les entreprises puissent recourir au chômage partiel et au prêt de salariés.

P. Gattaz est un patron plein de ressources. Ressources qu'il va puiser au sein d'un cercle de réflexion (think tank) baptisé la « Fabrique Industrie ». **Ce groupe, présidé par Louis Gallois** est composé de patrons de grands groupes industriels comme E.A.D.S, Vallourec, Rhodia... **d'experts économiques et de syndicalistes de la métallurgie comme Dominique Gillier (C.F.D.T), et Frédéric Hornez (F.O)** en bonne compagnie de Frédéric de Saint Géours, président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (U.I.M.M), branche professionnelle du M.E.D.E.F. Il est utile de dire que ce « cercle de réflexion » est doté d'un budget de 1,1 million d'euros par an.

Voilà le capital dans toute sa laideur.

Un pouvoir aux ordres, des politiques dont le silence est assourdissant, des syndicats de collaboration, décidément, il n'y a que la lutte pour priver le capital des moyens de production pour l'empêcher de sévir. L'industrie française ne s'en sortira pas autrement.

www.sitecommunistes.org